

## De la révolution bolivarienne à la crise économique-politique au Venezuela : entre dynamiques internes et ingérences externes (1998-2020)

Zana KEWO

Département d'Histoire, Université Peleforo GON

COULIBALY

[zanakewo@upgc.edu.ci](mailto:zanakewo@upgc.edu.ci)

### Résumé

*Le Venezuela connaît plusieurs étapes dans l'évolution politique au cours des dernières décennies. L'un des leaders politiques qui a marqué l'histoire récente du pays est Hugo Chavez. Arrivé au pouvoir en 1998, L'homme politique place les mandatures sous le signe de la révolution bolivarienne en hommage au leader anti-impérialiste vénézuélien né 1783 à Caracas et connu sous le nom de Simon Bolivar. Hugo Chavez entreprend des réformes qui rencontrent un certain succès auprès des vénézuéliens. Cependant, à partir de 2013, les réformes montrent des limites, surtout sur le plan économique. Chavez décède la même année. Succédant au mentor, Nicolas Maduro hérite d'un pays à l'économie exsangue et fait face à une opposition décidée à faire tomber le régime que les opposants qualifient d'incompétent. Un bras de fer oppose alors les deux protagonistes. La communauté internationale qui suit la situation avec un intérêt particulier se divise entre les deux camps. L'objectif recherché est d'identifier les causes des crises qui ont secoué le Venezuela et les motifs de l'implication des pays tiers dans les affaires politiques du pays. L'étude montre que l'intérêt pour le pays est lié à l'importance particulière du Venezuela. Le pays est l'un des plus grands producteurs de pétrole du monde mais aussi le chef de file d'une opposition politique aux États-Unis. Pour réaliser ce travail, l'accent a été mis sur une bibliographie variée comprenant des sources, des ouvrages et des articles. Les documents ont permis une confrontation puis des recoupements, pour mieux analyser les faits.*

**Mots clés :** Amérique latine, Constitution, Occidentaux, sanctions, violences.

. .....

## **From the Bolivarian Revolution to the economic-political crisis in Venezuela : between internal dynamics and external interference (1998-2020)**

### **Abstract**

*Venezuela has gone through several stages in its political development over the last few decades. One of the political leaders who has left his mark on the country's recent history is Hugo Chavez. He came to power in 1998, and his term of office was marked by the Bolivarian Revolution, in homage to the Venezuelan anti-imperialist leader Simon Bolivar, who was born in Caracas in 1783. Hugo Chavez undertook reforms that met with some success among Venezuelans. However, from 2013 onwards, the reforms began to show their limitations, particularly in economic terms. Chavez died that same year. Succeeding his mentor, Nicolas Maduro inherited a country with an exsanguinated economy and faced an opposition determined to bring down the regime, which it described as incompetent. A tug of war ensued between the two protagonists. The international community, which is following the situation with particular interest, is divided between the two camps. The aim of the study is to provide a better understanding of the crises in Venezuela and the reasons for the involvement of third countries in Venezuela's political affairs. The study shows that interest in the country is linked to its particular importance. It is one of the world's largest oil producers, but also the leader of a political opposition to the United States. To carry out this work, the emphasis was placed on a varied bibliography including sources, books and articles. These documents were compared and then cross-checked to provide a better analysis of the facts.*

**Key words** : Latin America, Constitution, Western countries, sanctions, violence

## Introduction

À l'instar des siècles précédents, le XX<sup>e</sup> siècle est marqué par des révolutions idéologiques qui si elles n'ont pas eu une portée mondiale, ont cependant influencé le cours de l'histoire des pays ou des régions. C'est dans ce cadre que s'inscrit la révolution bolivarienne au Venezuela qui a lieu en 1998. À l'époque, le Lieutenant-Colonel Hugo Chavez accède au pouvoir par des élections démocratiques et après une tentative de prise du pouvoir par la force qui échoue en 1992 (O. Compagnon et al, 2009, p. 107). Dès la prise de fonction, Chavez entreprend une série de réformes politiques, sociales et économiques. Les réformes ont un double objectif. Au Venezuela, il s'agit de placer le citoyen au cœur de la vie politique à travers la participation citoyenne dans la gestion des affaires du pays. À l'extérieur, il s'agit d'affirmer la souveraineté du pays. Si la révolution a eu un impact positif sur le niveau de vie de la population, la révolution a fini par déchanter car la révolution ayant montré des limites. Les difficultés commencent à la mort de Chavez en 2013 quand le pays est secoué par une crise à la foi économique et politique. L'opposition qui en veut au pouvoir bolivarien de Nicolas Maduro que les opposants qualifient d'incompétent et autoritaire s'organise autour du Président de l'Assemblée nationale Juan Gaido. La crise politique que traverse le pays atteint le paroxysme quand celui-ci s'autoproclame Président de la République par intérim. La communauté internationale est dès lors priée de se positionner.

Dans le bras de fer qui oppose les deux protagonistes deux camps se distinguent : Celui des occidentaux conduit par les États-Unis qui reconnaissent le leader de l'opposition comme le Président légitime du pays et celui des alliés traditionnels du régime bolivarien que sont les gouvernements latino-

. .....

américains de gauche, la Chine, la Russie et l'Iran. Dans le cadre du soutien à l'opposition, les États-Unis imposent un embargo économique au Venezuela avec pour objectif de faire s'effondrer le régime de Maduro. Les sanctions les plus sévères touchent le secteur du pétrole dont le pays est un grand producteur, mais qui en importe les produits raffinés. Face aux difficultés que traversent l'allié à partir de 2020, l'Iran organise un pont naval composé de cinq pétroliers transportant du pétrole raffiné en vue de minimiser les effets des sanctions. Comment le pays est-il passé de la révolution bolivarienne avec toutes les promesses à une crise économique et politique sans précédent ? Pour répondre à de telles préoccupations, une revue de la littérature a été faite.

Le croisement, le recoupement, la confrontation des informations recueillies des sources, des ouvrages, des mémoires et des articles sur la question ont été le maillon essentiel de la méthode de traitement de ce sujet. Aussi, l'objectif recherché est d'identifier les causes des crises qui ont secoué le Venezuela et les motifs de l'implication des pays tiers dans les affaires politiques du pays. Le dispositif de démonstration s'appuie sur trois axes. Le premier axe aborde le précurseur et la pratique du concept de révolution bolivarienne, le second axe présente la succession de Chavez et les crises économique-politiques, le troisième axe analyse les ingérences extérieures.

### **1. La révolution bolivarienne : précurseur et pratique d'un concept (1998-2013)**

Lorsque Hugo Chavez accède au pouvoir en 1998, le nouveau président inscrit l'action politique du gouvernement dans le cadre de la révolution bolivarienne. En agissant ainsi, le président vénézuélien a voulu créer une rupture avec la

politique des dirigeants précédant en mettant le citoyen au cœur de la vie politique.

### **1.1- Hugo Chavez : L'idéologue de la révolution bolivarienne**

Hugo Chavez est né à Sabaneta del Orinoco dans l'État de Barinas, le 28 juillet 1954. Chavez fait les études primaires dans la même ville puis les études secondaires au lycée Daniel Florencio O' Leary (F. Langue, 2002, p. 50). Par la suite, Hugo Chavez entame une carrière militaire qui le conduit à l'Académie militaire du Venezuela où Chavez obtient le grade de sous-lieutenant en 1975. En plus de la formation militaire, Chavez a été étudiant en science politique à l'université Simon Bolivar de Caracas où Chavez termine le cursus en 1990 avec une Maîtrise en sciences politiques (O. Compagnon et al, 2009, p. 107). Parallèlement aux études dans l'armée et le civil, Hugo Chavez est le leader d'un mouvement de protestation né à l'intérieur des forces armées en 1982, le *Movimiento Revolucionario Bolivariano 200* (MRB 200), qui tente un coup d'État en 1992. Plusieurs officiers associés au MRB 200, dont Chavez, sont incarcérés à la suite du coup d'État manqué et ce, jusqu'en 1994, date à laquelle le Président Caldera les amnistie. À la sortie de prison, Chavez quitte l'armée et opte pour la voie électorale (C. Tremblay, 2003, p. 1). Pour se lancer en politique, Chavez se met à voyager comme le mentionne G. Coronel, (2007). Chavez se rend à Cuba et en Argentine. À Cuba, Fidel Castro le reçoit et lui prodigue des conseils d'ordre plus stratégique qu'idéologique, avec pour objectif de l'aider à réussir. Dans la course à la présidence, Chavez reçoit aussi les conseils d'un ancien chef communiste, Luis Miquilena, qui devient par la suite le cerveau de la campagne présidentielle de Hugo Chavez.

La campagne électorale de 1998 se déroule sur fond de crise fiscale, de montée du chômage et d'inégalités extrêmes. Chavez

. .....

dénonce le « totalitarisme économique du néolibéralisme sauvage », et se déclare le candidat des pauvres (G. Jean, 2013, p. 28). Au milieu du profond malaise social et politique de la société, qui est allé croissant de 1978 à 1998, Chavez s'est révélé être un leader charismatique en dénonçant les maux qui touchent la population, et en défendant les plus pauvres (L. Ugalde, 2017, p. 23). Les vénézuéliens n'avaient plus confiance aux deux grands partis politiques (social-démocrate et social-chrétien) qui avaient dominés la scène politique du pays. Pendant les années 1990, les propositions économiques s'étaient épuisées, la politique avait reculé dans le domaine social, l'inefficacité publique et la corruption s'étaient accentuées. La majorité de la population désirait le changement et voulait punir les politiques. C'est ce que promettait le nouveau chef militaire dans une éloquence populiste (L. Ugalde, 2017, p. 23). Ralliant les couches sociales moyennes, soutenu par le pôle patriotique<sup>1</sup>, la victoire de Chavez, aux élections présidentielles, est proclamée (G. Jean, 2012, p. 28). Ingo Niebel, (2007) révèle que Chavez remporte l'élection présidentielle avec un mouvement composé de soldats progressistes comme lui-même et de civils issus des couches pauvres, soit 80 % de la population.

Quand Hugo Chavez accède à la présidence, Chavez associe le gouvernement à une révolution dite « bolivarienne » et propose de rebaptiser le pays en « République bolivarienne du Venezuela », (G. Coronel, 2007, p. 163) à travers le referendum de 1998 auquel adhère la population. Se disant inspiré et mandaté par Bolívar, le héros national, Chavez gagne la loyauté des Vénézuéliens (G. Jean, 2012, p. 163). Si la révolution bolivarienne a un père, la révolution est surtout organisée autour d'une notion et d'un ensemble de pratiques.

---

<sup>1</sup>-Coalition de partis politiques.

## 1.2. La révolution bolivarienne : notion et pratique d'un concept

L'une des premières tâches à laquelle s'est attelé Chavez dès l'arrivée au pouvoir en 1999 est de faire adopter une nouvelle Constitution par référendum. La Constitution bolivarienne, en hommage au héros national, Simon Bolivar est considéré comme le "libérateur" du Venezuela de la domination espagnole (R. Gott, 2011, p. 98). La nouvelle Constitution transforme le nom du pays en République Bolivarienne du Venezuela. Celle-ci prévoit nombre de changements, comme l'inclusion de mécanismes de participation citoyenne et de démocratie participative (N. Guay et Al, 2006, p. 4). En conformité à la vision et au combat politique de Bolivar, Chavez a inclus dans le message politique la vision d'une société plus juste, où l'esclavage a été aboli, sans exploitation ni misère (I. Niebel, 2007, p. 182). Chavez rejette le marxisme tout en témoignant du respect pour le socialisme cubain. Le Vénézuélien a fait du bolivariisme une idéologie « made in Amérique latine », entre le socialisme historique, le néolibéralisme et le nationalisme de gauche. Le bolivariisme est une sorte de projet ouvert, auquel tout le monde peut participer en l'adaptant aux besoins particuliers. C'est l'« employabilité » de l'idée bolivarienne qui la rend intéressante pour tous les mouvements d'Amérique latine incarnant une alternative au néolibéralisme, c'est-à-dire l'idéal économique appliqué par les États-Unis et l'Union européenne en Amérique centrale et du Sud juste avant la chute du mur de Berlin (I. Niebel, 2007, p. 182-183). Notons que, si le pouvoir détenu par les citoyens s'est accru depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, il en va de même pour l'armée. D'après Frédérique Langue (2009), la nouvelle Constitution accorde la citoyenneté aux Forces armées, y compris le droit de vote. Nathalie Guay et al (2006) ajoute que les militaires se sont aussi

. .....

vus reconnaître deux rôles fondamentaux dans le processus de la Révolution bolivarienne : d'une part, garantir la souveraineté, la sécurité et la défense du pays et, d'autre part, participer au développement national et être un vecteur de transformation sociale. Ceci implique aussi un rapprochement entre le peuple et l'armée, désormais liés sous le concept d'union civico-militaire, et dont l'illustration la plus probante a été l'échec du coup d'État perpétré contre le président en 2002 (N. Guay et Al, 2006, p. 4).

De plus, La Constitution bolivarienne interdit la privatisation des industries nationales (par exemple le pétrole et le gaz), les ressources naturelles, la sécurité sociale, la santé et l'éducation<sup>2</sup>. Ce que proclament les Vénézuéliens à travers la révolution bolivarienne, c'est que le pays n'est en aucune manière « à vendre » (I. Niebel, 2007, p. 183). Les acquis sociaux de la « révolution bolivarienne » se sont fondés sur les « Missions », des programmes sociaux créés par l'administration Chavez (P. V. Lezama, 2016, p. 27) et financées par la manne pétrolière. Elles ont permis une amélioration de la vie des plus démunis d'après Giselle Jean (2013). L'auteur souligne aussi que Chavez a accéléré le processus de nationalisation, de confiscation et redistribution du secteur privé et des terres pour répondre à des situations d'urgence en matière d'alimentation, de santé, d'éducation, de lutte contre le chômage, d'aide aux jeunes mères pauvres et de logement (G. Jean, 2012, p. 30).

Le volet extérieur de la politique est consacré à la lutte contre les forces néolibérales en Amérique. Pour cela, le Président vénézuélien crée des alliances avec les autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Chavez joue un rôle

---

<sup>2</sup>-Article 302 de la constitution de la république bolivarienne du Venezuela



désormais essentiel dans la politique d'indépendance (G. Jean, 2013, p. 29) de la région. En Amérique, on observe un affrontement récurrent entre deux types de géopolitique : d'un côté, la géopolitique des États-Unis, qui entendent conserver l'hégémonie politique, économique et militaire sur l'hémisphère occidental. D'un autre, la géopolitique bolivarienne de nature défensive. La dernière tend à protéger un projet politique et à édifier un système international autour des frontières (I. Niebel, 2007, p. 180). À l'instar de Bolívar, Chavez rêve de l'union de l'Amérique Latine, *la Patria Grande* et, pour concrétiser ce projet, Chavez a développé une Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) qui comprend deux grandes dimensions (N. Guay et Al, 2006, p. 5) : l'ALBA stato-politique<sup>3</sup> et l'ALBA socio-politique<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup>-L'ALBA *stato-politique* se présente comme un projet d'intégration basée sur l'idée de régulation politique pour encadrer l'autonomie des marchés et des États, et limiter les impacts de la libéralisation sur la société au nom de la défense et de la promotion du bien commun. Des thèmes tels que l'accès aux marchés, la propriété intellectuelle et les investissements sont repris, mais dans une optique de nationalisation des ressources, de protectionnisme et de souveraineté nationale. Ainsi, l'ALBA se distingue des autres formes d'accord régionaux en plaçant au premier plan, et de façon souveraine face aux intérêts économiques, les valeurs des droits humains et des travailleurs, de participation de la société civile aux négociations internationales, de l'environnement, ainsi que l'intégration physique et culturelle des peuples. Ainsi, L'ALBA *stato-politique* s'oppose à une vision basée sur l'idée de liberté économique où l'on encourage, par le biais d'accords interétatiques, la libéralisation des échanges commerciaux et l'avènement d'un marché continental dégagé de l'emprise de l'État (N. Guay et Al, 2006, p. 5).

<sup>4</sup>- L'ALBA *socio-politique* est la dimension sociale de l'ALBA. Sur le plan socio-politique l'ALBA se présente comme un projet d'intégration régionale portée par les peuples et débouchant sur la création d'une communauté dotée d'une identité latino-américaine. C'est aussi une forme d'intégration socio-politique, en ce que l'organisation vise la

Actes du Colloque International en hommage au Professeur Touré Kignigouani

| [www.revue-zaouli.com](http://www.revue-zaouli.com)

. .....

Dans le fond, il faut souligner que le chavisme n'a rien d'une idéologie mais procède de références multiples, non marxistes selon Hugo Chavez lui-même mais bolivariennes (l'« arbre aux trois racines » présent dans l'imaginaire populaire national: Simon Bolivar, Simon Rodriguez<sup>5</sup> et Ezequiel Zamora<sup>6</sup> « général du peuple souverain »), sans compter l'influence du sociologue argentin révisionniste Norberto Cereseole, propagandiste de la relation sans médiation (F. Langué, 2009, p. 37). Après la période de gloire, la révolution bolivarienne finit par montrer des limites. Cela coïncide avec la mort de Chavez qui est connu jusque-là comme le concepteur.

## **2. Succession de Chavez et crises sociopolitiques au Venezuela 2013-2020**

Si la disparition de Chavez en 2013 n'a pas entraîné une crise de succession au sommet de l'État vénézuélien, la période post-Chavez est cependant marquée par trois événements à savoir la continuité de la politique de Chavez, une crise économique et une crise politique.

### **2.1- La présidence de Maduro et la continuité du chavisme**

Le 5 mars 2013, Hugo Chavez décède après avoir dirigé le Venezuela pendant quatorze ans. Quelques semaines

---

réalisation d'un projet politique porté par la société civile et fondé sur la promotion et la garantie des droits humains et sur le rôle de développement national joué par l'État (N. Guay et Al, 2006, p. 6).

<sup>5</sup>-C'est un instituteur et philosophe de l'éducation de nationalité vénézuélienne né en 1769 à Caracas. Simon Rodriguez s'opposait au racisme des colons et croyait à la nécessité d'intégrer les peuples indigènes d'Amérique latine et les esclaves noirs amenés de l'extérieur, dans les sociétés des futurs États indépendants (R. Gott, 2011, p. 109).

<sup>6</sup>-Leader des paysans contre l'oligarchie foncière dans les guerres fédérales des années 1840 et 1850.

auparavant, Chavez avait désigné comme successeur Nicolas Maduro<sup>7</sup>. Maduro est élu président de la République le 14 avril 2013, avec 50,6 % des suffrages exprimés, soit le pire résultat dans une élection où la présidence est en jeu depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez (O S. Garzon et al, 2019, p. 131). Les élections l'opposent à Henrique Capriles, leader de la Table de l'unité démocratique, une coalition idéologique, qui obtient 48,95 % des suffrages. Dès la prise de fonction, Maduro annonce un « nouveau » concept institutionnel « l'État communal (P. V. Lezama, 2016, p. 14) » créé par la loi organique de 2010 sous la présidence d'Hugo Chávez. P. V. Lezama (2014, p. 15) relève que dans « l'État communal », compétences administratives et militance politique s'entremêlent dans l'action sociale de l'État. Dans la pratique, Parti, Gouvernement et État fonctionnent comme une seule entité. Cela explique pourquoi dans les gouvernements successifs de Chavez et dans les premiers jours de celui de Nicolas Maduro, le pouvoir exécutif fonctionne sans limite. Dans ce type de régime, la séparation des pouvoirs ne convient pas à la révolution.

Le programme de l'État communal repris par Nicolas Maduro vise à approfondir la révolution bolivarienne, dans cinq domaines : la consolidation de la souveraineté nationale, la poursuite de la construction du « socialisme bolivarien du XXI<sup>e</sup> siècle », la conversion du pays en puissance latino-américaine, la promotion d'un ordre multipolaire capable de garantir la paix, la préservation de la vie sur la planète et le sauvetage de l'espèce humaine (G. Jean, 2012, p. 119). Pour

---

<sup>7</sup>-Nicolas Maduro a été un ancien chauffeur de bus, puis dirigeant syndical, puis ministre des Relations extérieures de 2006 à 2013 et enfin vice-président de la République quelques mois (O S. Garzon et al, 2019, p. 131).

. .....

atteindre les objectifs, il faut résoudre un certain nombre de contradictions internes et de problèmes urgents : choisir le modèle économique, s'attaquer à l'insécurité, la corruption et la bureaucratie (G. Jean, 2013, p. 119). Dans la pratique, la révolution bolivarienne a montré les limites, en matière économique. La situation économique difficile du pays a suscité des manifestations violentes de l'opposition.

## **2.2. Crise économique et manifestations violentes de l'opposition**

En succédant à Hugo Chavez, Nicolas Maduro ne s'attendait pas à ce que le premier mandat soit marqué par une crise économique d'une telle ampleur (M. L. Sarr, 2015, p. 1). La crise est le résultat d'une série de réformes de l'ère Chavez poursuivi par Nicolas Maduro. Les réformes ont créé une économie dépendante de l'industrie du pétrole, au détriment des autres secteurs<sup>8</sup> comme l'agroalimentaire, les services et les industries lourdes. Les réformes ont aussi impliqué une intervention forte de l'État, qui a consisté à nationaliser une partie importante de l'économie, à mettre en place des contrôles des prix et des changes et à subventionner les importations. Cela a conduit à affaiblir le tissu productif local et à la substitution de la production interne par des importations (M. Albert et Al, 2016, p. 209). Fatira Serraiocco (2019) constate que la pression sur les prix via, la dépendance du pays aux recettes pétrolières (96 % des exportations et 45 % des recettes publiques), l'augmentation de la production

---

<sup>8</sup>-Rapport du comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international, aggravation de la crise au Venezuela : Enjeux pour le Canada et la Région, 2017, 10p, p. 4. [www.senate-senat.ca/aefa.asp](http://www.senate-senat.ca/aefa.asp) Consulté le 15/08/2023.

américaine de pétrole ainsi que les sanctions<sup>9</sup> prises par Donald Trump ont été un nouveau coup dur pour le pays, qui a vu l'inflation dépasser les 2.610 % en 2017 soit le plus élevé dans le monde. Les mesures de contrôle des devises et les faibles réserves en devises étrangères ont aussi eu des conséquences négatives<sup>10</sup> pour le pays. Les obligations vénézuéliennes pour payer le service de la dette externe sont supérieures à la somme des budgets de la Santé et de l'Éducation. Quelques indicateurs permettent d'apprécier la situation. Le Produit intérieur brut (PIB) a chuté de 33 % entre 2014 et 2017. Depuis 2013, le taux de pauvreté a doublé, atteignant 82 % de la population. Par conséquent, la population connaît une perte de pouvoir d'achat, et souffre du manque de médicaments de base et d'aliments d'après Luis Ugalde (2017). Les salaires<sup>11</sup>, même quand ils sont payés ne sont pas suffisants pour assurer aux travailleurs des conditions de vie minimales<sup>12</sup>.

La politique étatiste, opposée aux entreprises privées, a conduit à la ruine de nombreuses sociétés nationalisées. La politique du gouvernement a contraint à la fermeture de quelque six mille établissements industriels et à la paralysie de ceux qui ont survécu (L. Ugalde, 2017, p. 20). En outre, quand le prix du pétrole était au-dessus des cent dollars le baril, le régime n'accordait pas d'importance à la baisse de la productivité nationale dans les secteurs de l'économie non pétrolière. Le pouvoir la suppléait avec des importations massives, favorisées par l'abondance de liquidités en dollars et

---

<sup>9</sup>-Les sanctions américaines sont en deux étapes. En 2017, les États-Unis interdisent l'achat d'obligations provenant de l'État vénézuélien. En 2019, les Américains décrètent un embargo sur le pétrole et le gaz vénézuélien.

<sup>10</sup>-Idem

<sup>11</sup>-En 2017, le salaire minimum mensuel était de l'ordre de 30euros.

<sup>12</sup>-Ibidem

. .....

une dette externe (L. Ugalde, 2017, p. 20). Durant les années où les prix pétroliers étaient élevés, les pays producteurs avisés en avaient profité pour créer des fonds de réserve, en prévision de la baisse des prix à venir (L. Ugalde, 2017, p. 20). Entre 2014 et 2015, les prix ont baissé de 110 dollars à 40 dollars (R. Jules, 2015). Le Venezuela, qui n'avait pas créé de fonds, s'est trouvé endetté, avec en outre une production faible (L. Ugalde, 2017, p. 21). Avec la crise, la production de pétrole a diminué. La production est ainsi passée de 3,46 millions de barils par jour en 2000 à 3 millions en 2009, puis à 2,69 millions en 2015, d'après l'Energy Information Administration (EIA). Cela, malgré le fait que le pays possède les premières réserves de pétrole au monde estimées à 300 milliards de barils (M. Albert et Al, 2016, p. 203). Les caisses de l'État étant vides et pour faire face au manque de dollars pour importer les biens et les services qui lui sont nécessaires, le gouvernement de Nicolas Maduro a vendu le tiers des réserves d'or nationales en 2016 (P. V. Lezama, 2016, p. 27). D'après la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le PIB du Venezuela a baissé de 3 % en 2014 et pour 2015, le Fonds monétaire international a enregistré une chute de l'ordre de 7 %. La diminution de la croissance économique s'est accompagnée d'une inflation de plus de 60 % en 2014 (M. L. Sarr, 2015, p. 2). Le Venezuela, qui importe la majeure partie des produits de consommation, est confronté à de grandes pénuries de produits de première nécessité. La crise a occasionné une baisse de revenus (M. L. Sarr, 2015, p. 2) des populations au point d'entraîner un exil économique de citoyens de tous horizons politiques et sociaux. D'après un rapport des Nations Unies près de 1,6 million de Vénézuéliens ont quitté le pays depuis 2015<sup>13</sup>. Le nombre à atteint les quatre

---

<sup>13</sup>-Cour Pénale Internationale, 2018, Rapport sur les activités menées en

millions en 2019 pour 32 millions d'âmes. Les départs que l'on peut qualifier de forcés se font dans des conditions précaires, sinon mortelles (F. Andréani, 2019, p. 186) en direction de l'Europe, de la Colombie et de l'Amérique du Nord. La crise a surtout entraîné une insécurité alimentaire et sanitaire. Olga Stella Garzon et al, (2019) constate que la rareté des aliments et des produits quotidiens tels que la viande, le poulet, le lait, le café, le riz, l'huile, la farine, la farine de maïs et le beurre a suscité un rationnement depuis 2014. La sous-alimentation de la population a créé des problèmes de malnutrition. Poursuivant Olga Stella Garzon et al (2019) expliquent que la pénurie des médicaments et la crise du système de santé publique ont provoqué la réapparition de maladies qui avaient disparu depuis longtemps comme le paludisme et la diphtérie. Le manque de médicaments a par ailleurs contribué à développer des maladies modernes comme le VIH et accru le nombre de maladies chroniques telles que l'hypertension artérielle.

La situation économique difficile que traverse le pays fait de plus en plus de mécontents. Le gouvernement de Nicolas Maduro impute la responsabilité du désastre économique aux sanctions américaines quand l'opposition réunie autour du Président de l'Assemblée nationale Juan Guaido l'attribue à des choix économiques erronés. Jugeant les explications du gouvernement insuffisantes, l'opposition convoque une grande manifestation contre le régime de Nicolas Maduro, le 1er septembre 2016 (P. V. Lezama, 2016, p. 26). Pour contenir les manifestants, le gouvernement a déployé des dizaines de barrages de la Garde nationale pour empêcher le passage de tous ceux qui veulent rejoindre le cortège qui a atteint la capitale pour (P. V. Lezama, 2016, p. 26) protester contre les

. .....

pénuries affectant l'ensemble des villes vénézuéliennes. Jamais la disproportion de l'utilisation de la force publique n'a été aussi importante. Les Vénézuéliens ont vécu un état de siège. La « prise de Caracas » un million de personnes d'après l'opposition et 30 000 d'après le gouvernement a marqué un clivage, une rupture (P. V. Lezama, 2016, p. 27) entre le pouvoir et l'opposition. Depuis le début de la crise économique en 2013, le président vénézuélien fait face à de nombreuses manifestations qui en appellent à changer le régime (M. L. Sarr, 2015, p. 1-2.). Les manifestations se sont toujours heurtées à la répression policière et aux groupes armés des *colectivos*, soutenus par le Bureau du Procureur et les cours de justice. Ainsi, entre 2014 et 2016, le bilan de la répression était de 42 morts, 3 000 détentions et 200 incarcérations, dont celle du leader politique national, (E. R. Ludena, 2014, p. 12) Leopoldo Lopez, ainsi qu'Antonio Ledezma, le maire de Caracas. Entre les mesures autoritaires du gouvernement et les velléités insurrectionnelles de l'opposition, les violences politiques se sont aggravées entre avril et juillet 2017 causant la mort de 124 personnes durant le cycle de mobilisations et de violences (T. Posado, 2017, p. 2). Comme partout ailleurs, au Venezuela, la crise économique que traverse le pays a un impact sur la scène politique surtout quand l'opposition et le parti au pouvoir se rejettent les responsabilités.

### **2.3. Crise politique et rupture entre l'exécutif et le législatif**

Au Venezuela, la crise économique se superpose à une polarisation politique entre les partisans de Nicolas Maduro et ceux de l'opposition (T. Posado, 2017, p. 2). L'élection présidentielle du 20 mai 2018 a vu la victoire de Nicolas Maduro avec 67,8 % des suffrages contre 20,9 % au principal



opposant Henri Falcon, avec une abstention de 53,9 %<sup>14</sup>. Le scrutin lui accorde un nouveau mandat de six ans dans un pays qui s'enfonce dans la crise. L'élection s'est déroulée en dépit du boycott des quatre principaux partis d'opposition, jugeant que les conditions du scrutin n'étaient pas transparentes (T. de Montbrial et Al, 2019, p. 272). Le scrutin constitue en lui-même le énième épisode d'une crise politique ouverte depuis décembre 2015, date à laquelle l'opposition a remporté les deux tiers des sièges aux législatives (T. de Montbrial et Al, 2019, p. 272). Depuis, avec l'aval d'un tribunal suprême de justice « réinvesti » par les perdants, qui ont amputé la majorité de trois députés pour des cas de « fraudes », Maduro gouverne via un « Décret d'État d'exception et d'urgence économique » reconduit *ad infinitum* (F. Andréani, 2019, p. 187). Se sentant flouée, T. de Montbrial et Al, (2019, p. 272) révèle que fin 2016, l'opposition demande la convocation d'un référendum révocatoire contre Nicolas Maduro. La mise en œuvre est retardée, puis de fait suspendue par les instances électorales favorables à l'exécutif.

Le 30 juillet 2017, le gouvernement convoque sans l'approbation du vote populaire, une Assemblée nationale constituante. Le but de l'assemblée, qui agit au-dessus et contre la Constitution de 1999, est de mettre fin au pouvoir législatif indépendant et à toutes les institutions politiques qui ne bénéficient pas de la sympathie du gouvernement (G. Jean, 2012, p. 20). La crise politique s'est aggravée après publication d'un arrêt du Tribunal suprême de justice, acquis à Nicolas Maduro, entérinant la dépossession de l'Assemblée nationale des prérogatives et levant l'immunité des parlementaires (T. de Montbrial et Al, 2019, p. 273). Les partis de l'opposition vénézuélienne dénoncent alors un « coup d'État » et appellent

---

<sup>14</sup>-Cour Pénale Internationale, 2018, Rapport sur les activités menées en 2018 en matière d'examen préliminaire, 84p, p. 33.

. .....

à manifester pour exiger du gouvernement le rétablissement de la séparation des pouvoirs, organise de nouvelles élections présidentielles, relâche les prisonniers politiques et s'attaque au problème des pénuries de médicaments et de nourriture<sup>15</sup>.

Après la réélection de 2018, Nicolas Maduro entame un second mandat à la suite d'un scrutin dont le président vénézuélien a exclu l'opposition et dont la légitimité n'a été reconnue ni par l'Union Européenne, ni par Washington, ni par la majorité des pays d'Amérique latine (F. Serraiocco, 2019, p. 129). Dès lors, le parlement dominé par l'opposition jugeant le pouvoir de Maduro illégal, car contraint de gouverner par décret décide d'investir le chef du parlement comme Président par intérim du Venezuela<sup>16</sup>. C'est ainsi que Juan Guaido est investi et prêté serment le 23 janvier 2019 devant des milliers de partisans et ceux après de violentes manifestations (P. Bèle, 2019). Fracturé, le Venezuela est un pays à deux faces, avec deux présidents aux visions du monde opposées. Les tensions sont alimentées par les prises de position de la communauté internationale.

### **3. Ingérences extérieures dans les affaires politiques du Venezuela**

Dans la crise qui secoue le Venezuela, l'ingérence étrangère dans la politique intérieure du pays se manifeste par un soutien à l'opposition ou au régime en place.

---

<sup>15</sup>-Cour Pénale Internationale, 2018, op cit, p. 32.

<sup>16</sup>-Le parlement s'appuie sur l'article 233 de la Constitution qui prévoit qu'en cas de vacance du pouvoir, le président de l'Assemblée nationale assume la présidence intérimaire de la nation.

### **3.1. Les occidentaux et l'opposition contre le régime socialiste vénézuélien**

Les crises ont exacerbé la tension entre le Venezuela et les occidentaux en particulier les États-Unis d'Amérique. Entre les deux pays, les points de discorde ne manquent pas. En effet, depuis la révolution bolivarienne en 1998, le Venezuela n'a cessé de se présenter comme un rival des États-Unis dans la région. L'action vénézuélienne a consisté à dénoncer la politique impériale agressive américaine dans le monde, à se rapprocher des ennemis historiques des États-Unis comme la Chine et la Russie avec qui, le Venezuela achète des armes et la République Islamique d'Iran pour la technologie comme l'affirme Ingo Niebet (2007, p. 188). L'une des grandes réussites du régime bolivarien est d'avoir opposé l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) créé en 2004 par Hugo Chavez à la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLEA) créée par les États-Unis en 1994. L'ALBA est un projet d'intégration économique, politique et culturel entre les peuples d'Amérique Latine a eu pour effet de minimiser l'influence de Washington dans la région comme le décrit Nathalie Guay et Raphaël Canet (2006, p. 17). Vu sur cet angle, faire tomber le régime de Caracas qui s'est fixé pour mission de compromettre l'hégémonie américaine dans la région devient une exigence géopolitique pour les Américains. L'occasion se présente le 23 janvier 2019 quand Juan Guaido, Président de l'Assemblée nationale, se proclame président du Venezuela. Guaido est reconnu comme président légitime (O. S. Garzon et al, 2019, p. 18) par Donald Trump, le Brésil du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, l'Organisation des États Américains (OEA)<sup>17</sup> et

---

<sup>17</sup>-Créée en 1948 à Bogota l'organisation a un siège permanent à Washington. OEA regroupe la plupart des pays du continent américain. Si l'objectif de départ était de contenir le communisme sur le continent

. .....

de nombreux pays d'Amérique latine, membres du groupe de Lima (O. S. Garzon et al, 2019, p. 18) composé de régimes dont les gouvernements sont pro-américains. Emboîtant le pas aux deux pays, une cinquantaine d'autres, dont les gouvernements latino-américains de droite et d'extrême-droite regroupés avec le Canada dans le groupe de Lima et la plupart des membres de l'Union européenne, ont reconnu Juan Guaidó comme président par intérim du Venezuela (T. Posado, 2017, p. 203). Sur le plan international, Guaido bénéficie de tribunes auprès des alliés comme la participation à la 3<sup>e</sup> Conférence ministérielle continentale de lutte contre le terrorisme, à Bogota en Colombie.

Pour entraîner la chute du régime vénézuélien, l'administration Trump interdit à toute entreprise ou citoyen états-unien de contracter de nouvelles obligations à l'égard de l'État vénézuélien, précipitant le défaut partiel de paiement (T. Posado, 2017, p. 204). De plus, les sanctions ont été alourdies en gelant les comptes de la CITGO Petroleum Corporation, entreprise appartenant au Venezuela, mais exerçant aux États-Unis et y détenant quelques milliers de stations-service, une cinquantaine de terminaux de stockage et de distribution et trois raffineries, dont la valeur est estimée entre 8 et 13 milliards de dollars (T. Posado, 2017, p. 204). Elles ont eu pour effet de réduire la capacité d'exportation du pétrole vénézuélien au point que la filiale de raffinage du groupe pétrolier national, la CITGO, basée à Houston et sixième société du secteur aux États-Unis, doit pour maintenir l'activité importer du brut de la Colombie et du Mexique. La société de raffinage a constitué pour le Venezuela une « vache à lait » à

---

américain, l'organisation se fixe aussi pour mission de promouvoir la démocratie et les échanges entre les pays, renforcer la sécurité, lutter contre la corruption et le trafic de drogue.

monnaie forte, car c'est même la société qui honorait les remboursements d'emprunts de la société mère, la PDVSA<sup>18</sup>. La société est au cœur de l'affrontement entre Washington et Caracas. La PDVSA est depuis lors dotée de deux directions, l'une nommée par Juan Guaidó et l'autre par Nicolas Maduro (M. Rogalski, 2019, p. 210). La paralysie commerciale s'accroît avec l'instauration d'un embargo interdisant à toute entité d'utiliser le dollar pour acheter du pétrole à la PDVSA. Les nouvelles décisions du gouvernement Trump, avec la dimension extraterritoriale, contreviennent au droit international, comme celles à l'égard de Cuba et de l'Iran (T. Posado, 2017, p. 204). À la politique américaine de renverser le régime de Maduro à travers les pressions économiques, les alliés du régime bolivarien répondent par une aide massive pour le maintenir à flot.

### **3.2. Les alliés accompagnent le régime bolivarien face à la crise**

Dans le bras de fer qui oppose le régime de Maduro à l'opposition, le régime peut compter sur des alliés. Même si globalement, les pays sud-américains ont tardé à s'impliquer dans la résolution de la crise politique au Venezuela, au nom du principe de non-ingérence dans les affaires internes d'un pays souverain (M. L. Sarr, 2015, p. 1-2.). Néanmoins, les pays comme Cuba, Bolivie et Équateur ont marqué le soutien au Président Maduro (M. L. Sarr, 2015, p. 1-2). Cuba a fait part du « ferme soutien » au président Maduro face à ce le pays a appelé une « tentative de coup d'État ». Et le Mexique du président de gauche Andrés Manuel Lopez Obrador a indiqué maintenir le soutien au dirigeant socialiste, reconnaissant « les autorités élues selon la Constitution vénézuélienne ». La

---

<sup>18</sup>-Petroleos de Venezuela SA

. .....

Bolivie du socialiste Evo Morales a manifesté « sa solidarité ». Maduro peut autant compter sur le soutien du président turc, Recep Erdogan, qui a appelé « le frère Maduro » pour lui dire de « tenir bon » (P. Bèle, 2019). Alliés de longue date du Venezuela, le gouvernement de Maduro est devenu tributaire de l'aide financière de la Russie et de la Chine pour soutenir l'industrie pétrolière<sup>19</sup> et l'économie.

Depuis l'instauration des sanctions américaines en 2017, la Russie a en effet, aidé le Venezuela à contourner les sanctions américaines. Des hommes d'affaire Russe ont aidé Nicolas Maduro dans la création de la cryptomonnaie *Petro* en 2018, qui a pour but de se passer du dollar dans le calcul du cours de la matière première. Une monnaie virtuelle qui pourrait, d'après Trump, viser à contourner les sanctions appliquées par les américains (F. Serraiocco, 2019, p. 114). Pour ce qui est de la Chine, M. Albert et Al (2016) raconte que Caracas est devenu le deuxième partenaire et la plus grande destination d'investissement de la Chine en Amérique latine, avec des nombreux projets dans l'énergie et les infrastructures. Il soutien en outre que la Chine est le premier créancier du pays, en lui prêtant plus de 65 milliards de dollars américains depuis 2005. Le Venezuela bénéficie, en effet, de plus de la moitié du financement régional chinois en Amérique latine. Ainsi, d'après Robert Jules (2015), jusqu'en 2014, Pékin avait déjà prêté 45 milliards de dollars au Venezuela entre 2005 et 2015 et lui en a encore accordé dix en 2015 pour faire face à la crise.

Dans ce contexte, l'aide la plus décisive vient de Téhéran qui comme le Venezuela fait aussi l'objet de sanctions de la part des États-Unis. L'Iran a ainsi manifesté de nombreuses fois

---

<sup>19</sup>-Rapport du comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international, op cit, p. 4.

l'appui à Maduro<sup>20</sup>. Les sanctions américaines ont entraîné une grave pénurie de carburant qui sévit dans tout le pays, au moment même où le Venezuela est soumis à un confinement quasi total censé juguler la propagation du coronavirus<sup>21</sup>. Sur le marché noir, le litre se vend jusqu'à trois dollars. Un prix astronomique au regard de la quasi gratuité de l'essence à la pompe assurée par le monopole d'États<sup>22</sup>. Pour combler le déficit, le Venezuela s'est tourné vers l'Iran. Les navires iraniens apportent des combustibles, des additifs, des pièces de rechange et d'autres équipements destinés à redresser la capacité de raffinage et la production pétrolière du pays. Les carburants iraniens ont donné "un peu d'air" à Nicolas Maduro "pendant un mois", mais les livraisons iraniennes ne règlent pas "la grave" pénurie, dont souffre le pays<sup>23</sup>. Si les navires-pétroliers iraniens réussissent à gagner les rives vénézuéliennes, cela se fait au mépris des sanctions américaines et suscite de vives tensions avec les Américains. En mai et en juin 2020, l'Iran a ainsi fait accoster au Venezuela cinq tankers avec un total de 1,5 million de barils<sup>24</sup>. La dualité présidentielle place le Venezuela au cœur de la vie politique internationale, rendant visible, d'une part, l'urgence humanitaire dans laquelle se trouve le pays et, d'autre part, la recrudescence des tensions internationales entre deux blocs : Occident et la Russie-Chine. Au regard de la liste des soutiens

---

<sup>20</sup>-AFP, 2020, Un pétrolier iranien est arrivé dans les eaux du Venezuela, [https://www.lepoint.fr/monde/un-petrolier-iranien-est-arrive-dans-les-eaux-du-venezuela-ministre-24-05-2020-2376671\\_24.php#11](https://www.lepoint.fr/monde/un-petrolier-iranien-est-arrive-dans-les-eaux-du-venezuela-ministre-24-05-2020-2376671_24.php#11). Consulté le 28/08/2023.

<sup>21</sup>-Idem.

<sup>22</sup>-Ibidem

<sup>23</sup>-Ibidem

<sup>24</sup>-<https://fr.euronews.com/2020/09/09/penurie-d-essence-au-venezuela-la-contrebande-colombienne-en-attendant-le-carburant-iranie>.

. .....

de Caracas, il ressort que les alliés du pays sont soit des régimes de gauche hostile au politique libérale, soit des pays qui ont historiquement remis en cause le leadership américain. La situation rappelle les tensions de la Guerre froide, apaisées il y a 30 ans (O. S. Garzon et al, 2019, p. 18) que beaucoup de pays craignent de revivre.

## **Conclusion**

Initiée en 1998, la Révolution bolivarienne a suscité de l'espoir au sein de la population vénézuélienne. Mais comme bien d'autres, la révolution bolivarienne a montré des limites, surtout au plan économique. En effet, les réformes entreprises par Chavez ont eu pour conséquences de consacrer le monopole de l'État sur les activités économiques du pays en particulier le secteur pétrolier, au détriment du privé. La politique de nationalisation et de marginalisation du secteur privé de Chavez est à l'origine de l'une des plus graves crises économiques que traverse le Venezuela. Cependant, les premières difficultés commencent après la mort de Chavez en 2013. Héritant d'un pays à l'économie exsangue, Maduro ne parvient pas à éviter la crise économique au pays. L'incapacité de régime de Maduro à juguler la crise crée une fronde sociale qui permet l'émergence d'une opposition politique devenue majoritaire au parlement. Le bras de fer entre le régime de Maduro et l'opposition conduite par le président de l'Assemblée nation Juan Guaidó, qui prône un changement de régime débouche sur des manifestations violentes et mortelles. La crise politique et le blocage institutionnel que connaissent alors le Venezuela ouvre la voie aux ingérences extérieures. Ainsi, certains pays sont amenés en fonction des intérêts à soutenir le pouvoir vénézuélien ou l'opposition pro-libérale. La



situation a pour effet d'accentuer la crise. Les interventions extérieures s'expliquent par le fait que le Venezuela dispose d'importantes ressources naturelles et joue un rôle politique régional majeur.

## Sources et bibliographie

### Sources imprimées

- AFP, 2020, Un pétrolier iranien est arrivé dans les eaux du Venezuela. [https://www.lepoint.fr/monde/un-petrolier-iranien-est-arrive-dans-les-eaux-du-venezuela-ministre-24-05-2020-2376671\\_24.php#11](https://www.lepoint.fr/monde/un-petrolier-iranien-est-arrive-dans-les-eaux-du-venezuela-ministre-24-05-2020-2376671_24.php#11). Consulté le 28/08/2023.
- Cour Pénale Internationale, 2018, Rapport sur les activités menées en 2018 en matière d'examen préliminaire, 84p.
- DE MONTBRIAL Thierry et DAVID Dominique, 2019, Venezuela : Nicolas Maduro à la tête d'un pays en crise, Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies, pp. 272-275.
- Ministère des Relations Extérieures, Direction Générale des Archives et Bibliothèques, 1999, journal officiel de la république du Venezuela, constitution de la république bolivarienne du Venezuela, 93p
- Rapport du comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international, 2017, aggravation de la crise au Venezuela : Enjeux pour le Canada et la Région, 10p.

## Bibliographie

- ALBERT Marie et al, 2016, Venezuela : l'insoutenabilité du modèle de croissance, source de tous les risques, *Revue d'économie financière*, n° 124, pp. 201-222
- ANDREANI Fabrice, 2019, « Venezuela, du mirage au désastre pour une critique matérialiste de la dystopie bolivarienne », *Recherches internationales*, n° 116, pp. 186-193.
- COMPAGNON Olivier, 2009, *Le Venezuela au-delà du mythe*, Paris, Éditions Ouvrières.
- CORONEL Gustavo, 2007, « Idéologie et autoritarisme dans la révolution de Hugo Chavez », *Outre-Terre*, n° 18, pp. 155-177.
- GARZON Olga Stella et al, 2019, *Venezuela la révolution bolivarienne 20 ans après*, Paris, L'Harmattan.
- GOTT Richard, 2011, *Hugo Chavez and the Bolivarian Revolution*, London, Verso, 353 p.
- GUAY Nathalie et CANET Raphaël, 2006, « Quand le spectre de Bolivar hante le FSM : Dilemme entre le principe d'horizontalité et la révolution bolivarienne », *Observatoire des Amériques*, n° 14, 8p.
- JEAN Gisèle, 2012, « Le Venezuela de Chavez », *Hommes & Libertés*, n° 160, pp. 28-31.
- JEAN Gisèle, 2013, « Venezuela de l'après-Chavez. Une transition difficile », *Politiques d'ailleurs*, pp. 113-119.
- JULES Robert, 2015, Pénalisé par la chute des prix du pétrole, le Venezuela cherche à éviter la faillite. <https://www.latribune.fr/economie/international/penalise-par-la-chute-des-prix-du-petrole-le-venezuela-cherche-a-eviter-la-faillite-503548.html>.  
Consulté le 12/08/2023

- LANGUE Frédérique, 2002, *Hugo Chavez et le Venezuela. Une action politique au pays de Bolívar*, Paris, L'Harmattan.
- LANGUE Frédérique, 2009, « De la Révolution bolivarienne au socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle Héritage prétorien et populisme au Venezuela », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 71, pp. 27-45. En ligne, <http://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2009-1-page-27.htm>. Consulté le 28/08/2023
- LEZAMA Vásquez Paula, 2014, *Le chavisme. Un militarisme compassionnel*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- LEZAMA Vásquez Paula, 2016, « La crise vénézuélienne : causes et conséquences de l'effondrement de la révolution d'Hugo Chavez », *Diplomatie*, n° 83, pp. 26-29.
- LUDENA Eduardo Rios, 2014, « Les trois crises du Venezuela de Nicolás Maduro », *Les Études du CERI*, n° 207-208, 82p.
- NIEBEL Ingo, 2007, « Patria Grande vs Hémisphère occidental », *Outre-Terre*, n° 18, pp. 179-190.
- POSADO Thomas, 2017, « Le Venezuela en crise : entre polarisation politique aiguë et effondrement du mode de développement », *IdeAs*, n° 10, 3p.
- POSADO Thomas, 2019, « comprendre le Venezuela sans manichéisme », *Recherches internationales*, n° 116, pp. 201-207.
- ROGALSKI Michel, 2019, « Venezuela: tout ce qui bouge aux confins de l'empire n'est pas forcément rouge », *Recherches internationales*, n° 116, pp. 208-214.
- SARR Mamadou Lamine, 2015, « Crise au Venezuela : un enjeu de taille pour la stabilité de l'Amérique latine », *Centre d'Étude Internationale*, 4 p.

. .....

- SERRAIOCCO Fatira, 2019, La crise politico-économique vénézuélienne dans La Libre Belgique : Analyse de représentations politiques, sociales et idéologiques, Mémoire de Master en communication interculturelle et des organisations internationales, Université de Liège, 194p.
- TREMBLAY Christian, 2003, Regard sur la présidence d'Hugo Chavez au Venezuela, Montréal, 7p.
- UGALDE Luis, 2017, « Venezuela L'effondrement du rêve révolutionnaire », *Études*, pp. 19-30.